

Ford Aquitaine Industries : finalement la Direccte se prononcera le 28 janvier sur le PSE

Par Jean-Philippe Déjean | 15/01/2019, 14:55 | 768 mots



L'intersyndicale ne renonce pas à demander la poursuite de l'activité. (Crédits : Agence Appa) La Direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi (Direccte) s'est donnée jusqu'au 28 janvier pour se prononcer sur le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) déclenché à Ford Aquitaine Industries (FAI), à Blanquefort (Gironde) par le groupe Ford. Ce dernier vient de présenter son plan de renforcement de la compétitivité en Europe, qui passe par des réductions massives du nombre de postes de travail mais aussi la fermeture de FAI.

Finalement ce vendredi 11 janvier, la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi) de Nouvelle-Aquitaine n'a pas homologué le plan de sauvegarde de l'emploi prévu par Ford dans sa filiale girondine Ford Aquitaine Industries (FAI). Le PSE doit se conclure au mois d'août prochain par la fermeture de cette usine spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesses automatiques (6F35), qui emploie encore 850 salariés. La Direccte a finalement annoncé qu'elle avait jusqu'au 28 janvier prochain pour se prononcer sur le PSE de Ford. Ce délai supplémentaire ne sera pas de trop si l'on en croit la CGT, membre de l'intersyndicale avec la CFE-CGC et FO, pour essayer de trouver une solution alternative à cette fermeture.

"Ce qui importe pour nous, c'est d'avoir du temps supplémentaire pendant lequel le candidat repreneur Punch et ses clients apportent les garanties de la mise en place des projets d'activité future. Pendant ce « temps additionnel » nous allons continuer la bataille pour sauver l'usine. Nous n'attendrons pas. Il y aura des rencontres régulières avec les services de l'Etat, avec les cabinets des ministères de l'économie et du travail ou encore avec Punch, aussi nous tenterons des actions pour maintenir la pression, toujours pour faire entendre notre acharnement à défendre les emplois directs et induits", annonce ainsi la CGT.

Une chose est sûre, Ford n'a aucune envie de reculer

En cas de non décision sur le PSE à la fin du mois, le syndicat annonce qu'il essaiera de trouver un moyen d'agir, sachant qu'alors *"c'est la décision de ne pas homologuer le PSE qui deviendra primordiale pour obtenir encore et encore du temps afin de mettre un coup de pression sur Ford"* résume-t-on à la CGT. L'intersyndicale attend naturellement beaucoup de l'Etat, le gouvernement ayant ouvert la porte à un éventuel rachat temporaire de l'usine avant de revendre cette dernière au repreneur. Mais rien n'est encore décidé.

Ford s'oppose à toute reprise de l'usine et le constructeur automobile américain a récemment décidé de mettre les points sur les i, inscrivant sa volonté de fermer l'usine Ford Aquitaine Industries au premier rang de ses actions stratégiques complémentaires pour redresser son activité en Europe. Le groupe Ford emploie en Europe 53.000 salariés, chiffre qui monte à 68.000 quand on y ajoute les coentreprises et activités non consolidées. La stratégie du groupe, d'une simplicité biblique, consiste à augmenter la part des segments de marché les plus profitables et à réduire celle des marchés les moins porteurs.

Le constructeur automobile américain s'attend à subir de gros litiges

Le groupe va déployer cette stratégie européenne, qui implique un important volet de réduction des coûts, sur les exercices 2019-2020. Avec à la clé un objectif de simplification de l'organigramme du groupe en Europe qui va se traduire par une réduction drastique du nombre de salariés, ressort désigné par la direction comme central pour obtenir une baisse structurelle des coûts de production. Ce que Ford désigne comme sa capacité à se montrer agile, étant entendu que le constructeur automobile veut favoriser les séparations à l'amiable.

Ford confirme également qu'il veut en finir avec la production des boîtes de vitesses C-Max et Grand C-Max en Allemagne (Saare), à Saarlouis, et ne remet sur la sellette, sur le plan des coentreprises, que Ford Sollers, créée en Russie avec Sollers PJSC. Le groupe de Détroit égrène par ailleurs toutes sortes de difficultés qui pourraient lui arriver au cours de 2019. Ford s'attend ainsi éventuellement à des litiges d'une ampleur exceptionnelle, à des enquêtes gouvernementales ou encore à la montée en puissance d'une communication hostile à la marque. Il semble bien que ce chapitre des risques ait été ouvert.

L'annonce d'une alliance entre Ford et Volkswagen

Ford France vient par ailleurs d'annoncer ce mardi en début d'après-midi la conclusion d'une alliance stratégique avec le constructeur automobile allemand Volkswagen AG. Un rapprochement opérationnel qui n'implique pour le moment aucune prise de participation capitaliste entre les deux groupes. Déjà jugé comme stratégique dans le plan que Ford a très récemment dévoilé, le segment de marché des véhicules utilitaires légers, également porteur chez Volkswagen, va devenir la pointe initiale de cette alliance, avec un total cumulé de 1,2 million d'unités vendues dans le monde cette année. Ford et Volkswagen veulent notamment réduire les coûts de développement, optimiser leurs capacités de production et la compétitivité de leurs véhicules.